BENBITOUR TRACE LA FEUILLE DE ROUTE POUR UN CHANGEMENT DE RÉGIME

«Les conditions sont réunies mais pas l'élément déclencheur»

L'ex-chef du gouvernement a sa propre recette pour arriver à un changement de régime. Benbitour estimait, hier, que les conditions sont bel et bien réunies en Algérie mais c'est l'élément déclencheur qui fait pour l'heure défaut.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Saisissant l'occasion d'une conférence sur le thème du «changement pacifique», Ahmed Benbitour a tracé une feuille de route qui, selon lui, devrait mener à un changement radical du régime en Algérie.

Les trois conditions qu'il estime indispensables au changement ne sont pas toutes réunies.

La pression de la société civile forte, en augmentation et constante, la capacité d'alliance des forces du changement sont là mais pas l'élément déclencheur qui pourrait mener à un changement du régime. Ce dernier fait face à pas moins de huit défis à caractère politique, économique, social, culturel, sécuritaire, de gouvernance, moral et de la capacité des élites à se mobiliser.

«Dans toute la hiérarchie du système, nul n'est en mesure de relever ces défis», entonne Benbitour, d'où la nécessité d'aller vers un changement pour «éviter de sombrer dans la corruption, la pauvreté et l'absence de moralisation», dit-il. Pour y arriver, Benbitour préconise de passer par trois étapes, celle de l'endiguement, celle de la fin de la transition puis enfin celle de la consolidation de la démocratie.

L'ancien chef du gouvernement, qui estime que 2011 sera l'année du changement, considère que la première période pourrait durer entre une et deux années.

Pendant cette période, il préconise de lutter contre la corruption, de mettre en place une économie productive, de renforcer la sécurité sociale et de l'emploi et d'améliorer l'éducation et la formation. Trois conditions sont nécessaires à la réussite de cette étape : lever l'état d'urgence, ouvrir le champ politique et les médias à tous et mettre un agenda politique en place avec comme priorité la tenue d'élections anticipées, l'élaboration d'une nouvelle constitution.

Revenant sur les expériences de la Tunisie et de l'Égypte, Benbitour a rappelé que la déclaration du 1er Novembre 1954 s'était inspirée des événements qui avaient eu lieu au Maroc et en Tunisie. Interpellé au sujet des initiatives qu'il multiplie, Benbitour a mis fin à toutes les rumeurs. «Je ne suis pas en campagne électorale», a-t-il répondu.

Présent lors de la conférence, Abdelhamid Mehri a estimé que le changement ne pouvait être lent. «Ce qui est attendu, c'est un changement radical et rapide.»

N. I.

Photo :Samir Sid

Benbitour estime que 2011 sera l'année du changement.

LA RÉUNION DE LA CNCD RETARDÉE AU MARDI

Que prépare cette déprogrammation ?

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), initiatrice des deux marches nationales et pacifiques à Alger les 12 et 19 février, ne s'est pas réunie hier, comme de coutume, pour évaluer la marche avortée de la veille et en dégager les actions futures. La réunion est programmée pour ce mardi, à la grande surprise de plusieurs de ses membres qui, dimanche, avaient pointé à Dar El Beïda. Certaines semelles sont-elles déjà usées avant même d'avoir véritablement battu le pavé ?

Farid S. - Alger (Le Soir) - Ceux d'entre les membres de la Coordination pour le changement et la démocratie qui s'étaient présentés hier à Dar El Beïda pour la réunion d'après manifestation étaient fort étonnés de découvrir les lieux affreusement déserts.

Le siège du Snapap, qui accueille habituellement les réunions de la CNCD, était fermé.

Sollicitant une explication auprès de la direction du Syndicat des praticiens de l'administration publique, ils se sont vu rétorquer que, finalement, la réunion est reportée pour le mardi.

Ce report est expliqué du côté du Snapap par l'indisponibilité ce jour, soit dimanche, de certains membres de la Coordination. L'argument ne semble pas convaincre, puisqu'une indisponibilité d'un ou de deux membres ne saurait freiner une coordination qui, depuis sa création le 21 janvier 2011, a délibéré par consensus.

Les représentants du CCDR, du PLD du CNLP, du Congrès mondial amazigh, du CNLS et du reste des associations faisant partie de la CNCD ont, lors d'une brève concertation tenue à même le trottoir devant le siège du Snapap, estimé que l'évaluation de la marche empêchée de la veille ne pouvait attendre jusqu'à mardi.

D'autant que, se sont-ils accordés à dire, que, mardi, il sera quelque peu tard pour décider et préparer une action pour le samedi d'après.

Faut-il rappeler que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie avait retenu de maintenir sa dynamique de contestation jusqu'à aboutissement de ses revendications, à savoir le changement et l'instauration de la démocratie.

Et que le principe de soutenir la contestation publique, une marche tous les samedis, en somme, a été retenu.

Les membres de la CNCD, qui se sont retrouvés hier à Dar El Beïda, ont convenu d'appeler le reste des membres à une réunion aujourd'hui à Alger-Centre. Pour eux, la coordination ne peut se permettre le luxe, en ce moment, de retarder sa réunion.

La marche réprimée de la veille a enregistrée une dizaine de blessés, dont un, le député RCD, Tahar Besbes, grièvement. Roué de coups au thorax et au visage, le député est tombé à la renverse et a perdu connaissance. Une agression qui lui a valu une évacuation aux urgences de l'hôpital Mustapha où il a été réanimé et gardé sous observation médicale.

La Coordination devait aussi se prononcer sur l'interdiction et la répression de la marche ainsi que les provocations multiples dont les manifestants ont fait l'objet.

Elle devait aussi tenir l'opinion informée sur les prolongements qu'elle compte donner à la dynamique qu'elle a enclenchée.

F. S.

JEAN-PIERRE RAFFARIN À ALGER DEPUIS HIER

Forcing pour faire aboutir les projets du métro et de Renault

Le projet d'implantation d'une usine Renault de fabrication automobile et la mise en service du métro d'Alger figurent au menu de la visite entamée hier à Alger par l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, et que cet envoyé spécial tient à booster.

Durant deux jours, M. Raffarin examinera notamment avec le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi, l'état d'avancement de plusieurs dossiers de coopération économique. Et notamment, selon l'envoyé spécial, dans une déclaration faite à l'agence française AFP, la mise en service du métro d'Alger avant la fin 2011.

Un dossier qui «me tient vraiment à cœur et nous faisons tout pour que le métro soit ouvert avant la fin de l'année», a déclaré M. Raffarin. Certes, des désaccords persistent encore entre les deux parties, relève-t-il, citant notamment «la responsabilité des retards», «le coût de ces retards» et les «conséquences financières».

Néanmoins, l'envoyé spécial français a affirmé que les deux parties sont «trop près du but pour que l'on s'éternise». «Je vais user de toute mon influence pour régler les désaccords en cours sur les réclamations», dira-t-il.

Rappelons que le métro d'Alger, construit en partie par le français Alstom, est censé être opérationnel dès 2011, dès la finalisation des mesures de sécurisation. Autre projet que la partie française cherche à booster, l'implantation d'une usine Renault de fabrication automobile.

A ce propos, le ministre de l'Industrie a affirmé, avant-hier à l'agence algérienne APS, que les négociations sont «avancées» avec le constructeur français. Et d'autant, selon Mohamed Benmeradi, que les conditions algériennes semblent agréer le constructeur français, concernant le taux d'intégration satisfaisant pour les produits nationaux, la participation conjointe dans le capital de l'usine et l'engagement d'aller, à terme, sur les marchés extérieurs.

D'autres projets de partenariat devront être également finalisés ou examinés lors de cette visite. Il s'agit du projet de partenariat entre le groupe français Total et Sonatrach pour la création d'une usine de vapocraquage d'éthane à Arzew, du projet du cimentier Lafarge de consolidation de ses investissements en Algérie dans les matériaux de construction et du projet de construction d'une deuxième usine de médicaments du français Sanofi- Aventis et d'un centre de stockage et de distribution des produits de santé dans la ville nouvelle de Sidi Abdallah. Outre la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine laitier entre Bretagne International et l'Institut technique des élevages algériens, le partenariat Alstom-Ferrovial pour la construction d'une unité de fabrication de rames de tramway à Annaba sera passé en revue.

Rappelons que cette visite est la seconde que l'envoyé spécial effectue à Alger, la première en novembre dernier ayant permis de booster la coopération économique et de «progresser» dans le traitement des dossiers en suspens. De même que cette seconde mission à Alger sera l'occasion d'évaluer la préparation du grand forum d'affaires prévu en Algérie le 31 mai 2011.

C. B./Agences